

Amérique centrale :

EL SALVADOR: VICTOIRE DE L'ABSTENTION

L'abstention massive ne laisse que peu de crédibilité à l'élection présidentielle.

EL SALVADOR : MORT DE TROIS JOURNALISTES

HONDURAS : QU'Y A-T-IL DERRIERE LA REUNION HONDURAS-CONTRA ?

Entre la volonté des Etats-Unis de maintenir la Contra au Honduras et les accords de San Salvador qui prévoient de s'en débarrasser, Azcona n'est pas au bout de ses peines.

Nicaragua :

QU'AU MOINS LEUR LIBERATION SERVE A LA PAIX

Scènes de libération des anciens gardes somozistes : la plupart souhaitent s'intégrer à la société nicaraguayenne.

LA CONCERTATION AN ACTION CHEZ LES ELEVEURS

La foire "Hatofer 89" marque un nouveau dynamisme de l'élevage nicaraguayen.

L'OPERATION PHENIX, UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE SOLIDARITE

Après "Le Nicaragua doit survivre", le Nicaragua doit renaître.

En bref :

- Sauver le lac de Tiscapa
- Desmond Tutu en visite au Nicaragua

Le bulletin no. 151 sera publié le 5 avril. Joyeuses Pâques !

40 P 11481

EL SALVADOR: VICTOIRE DE L'ABSTENTION

par Misael Barrios

San Salvador 20 mars (ANN) Une victoire de l'abstention - au moins 45 %, plus de cent morts - dont trois journalistes, des dizaines de blessés: les élections présidentielles qui ont eu lieu dimanche dernier au Salvador sont les plus convulsives qu'ait connu l'Amérique latine ces dernières années.

Les premiers résultats du scrutin annoncé lundi par le Conseil électoral donne gagnant Alfredo Cristiani, candidat du Parti d'extrême-droite ARENA qui recueillerait 53,8 % des suffrages, tandis que Fidel Chavez, représentant de la Démocratie chrétienne, n'aurait obtenu que 36,5 % des voix. Quant à la Convergence démocratique, coalition de partis socio-démocrates et de groupes représentants le secteur chrétien dont le candidat était Guillermo Ungo, elle arriverait en quatrième position avec 3,4 %.

Malgré son score, le parti démocrate-chrétien du président Duarte semblait, lundi, s'appêter à contester les résultats, de façon à provoquer un second tour. Il aurait lieu, dans ce cas, le 30 avril et mettrait en lice les deux candidats les mieux placés. Il faut savoir que, selon la loi électorale salvadorienne, si lors du premier tour aucun candidat n'obtient au moins 50 % des suffrages, on doit procéder à un second tour. D'autres rumeurs parlaient de coup d'Etat.

Si ces résultats, pour l'instant provisoires, se confirment, A. Cristiani, grand producteur de café âgé de 41 ans, deviendra président avec l'appui de seulement 18,5 % de l'électorat. En effet, 1'870 million de personnes étaient inscrites sur les listes électorales tandis que 400'000 Salvadoriens en âge de voter ne l'étaient pas. Si l'on ajoute les 700'000 personnes jouissant du droit de vote qui vivent en exil, le corps électoral est de près de trois millions de personnes. Si le taux d'abstention a atteint 45 % des inscrits, A. Cristiani n'aura donc été élu qu'avec 553'330 suffrages, soit 18,5 % du corps électoral.

C'est pour cette minorité, composée des multimillionnaires du pays et du corps militaire qui fait de juteuses affaires avec la guerre, que le président d'extrême-droite va gouverner pendant quatre ans, si on ne trouve pas d'autre issue à ce conflit sanglant qui a coûté 70'000 vies depuis neuf ans.

Avec Cristiani à la présidence, on ne peut entrevoir aucune solution politique au conflit entre le gouvernement et le FMLN. Le nouveau président élu, ou du moins qui se proclame tel, s'est prononcé récemment en faveur d'un "effort militaire pour affaiblir le FMLN et trouver une solution politique". Cristiani estime "possible de faire plus que ce qui a été fait militairement contre la guérilla.

La victoire militaire sur la guérilla et son affaiblissement sont à notre portée".

Mais selon des observateurs politiques, l'action insurrectionnelle menée par le FMLN a démontré que celui-ci est en situation de force, ayant fait la preuve de sa capacité militaire et politique et de son audience. En plus des sabotages du réseau électrique et des coupures d'eau, la grève des transports décrétée par la guérilla dans tout le pays la semaine dernière et suspendue quelques heures après les élections a paralysé le pays à 90 %, y compris la capitale. De violents combats ont causé entre 120 et 140 pertes, morts ou blessés, du côté des forces armées.

Le conseil électoral a lui-même reconnu que dans 30 des 262 circonscriptions du pays, le scrutin a été empêché par les combats entre la guérilla et l'armée, principalement dans les départements de Chalatenango au nord et de Morazán à l'est.

Ces élections conflictuelles se sont déroulées en présence de plus de 200 observateurs étrangers, entre autres des représentants de l'organisation des Etats américains (OEA), de l'ex-ministre des Affaires extérieures du Costa-Rica, G. Facio, et de l'ex-président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, le juriste étatsunien T. Burghental. Ils auront pu apprécier le spectacle du mitraillage de la population civile par les forces armées dans la communauté de San Ramón, à 30 kilomètres de San Salvador. Le nombre des victimes est encore inconnu.

Les élections au Salvador ne semblent donc pas avoir apporté la moindre solution à la guerre qui pourrait s'aggraver après l'investiture de Cristiani en juin prochain.

MORT DE TROIS JOURNALISTES

San Salvador (ANN) Cornell Lagrow est mort dans mes bras pendant qu'un hélicoptère de la force aérienne salvadorienne bombardait la camionnette avec laquelle nous le transportions à l'hôpital de Usulután". C'est ainsi que Bill Gentile, reporter au *Newsweek*, relate les circonstances de la mort du cameraman hollandais des suites d'une blessure par balle à la hauteur du poumon. C'est à San Francisco Javier, à 110 kilomètres à l'est de la capitale que le journaliste, parti couvrir le dimanche 19 mars le déroulement des élections pour la chaîne hollandaise de télévision ICON, a été victime d'une attaque de l'armée. Après avoir obtenu l'autorisation d'être évacué vers un hôpital, le véhicule qui le transportait, pourtant identifié par un drapeau blanc, a été poursuivi et mitraillé par un hélicoptère militaire.

Ce même jour, deux journalistes salvadoriens, Roberto Navas de l'agence Reuter et Mauricio Pineda de la télé-

vision salvadorienne, ont été tués au nord de San Salvador et à l'est du pays au cours d'attaques à la mitrailleuse de leurs véhicules par l'armée.

L'assassinat du hollandais Cornel Lagrow s'ajoute à la liste des journalistes étrangers tués au Salvador dans l'exercice de leur profession depuis 1980 :

12 juillet 1980, le Mexicain I. Rodriguez
 12 janvier 1981, le Sud-africain I. Mates
 10 février 81, le Français O. Rebbot
 17 mars 1982, quatre Hollandais: K. Koster, J. Willemse, H. Kuiper, H. Terlag
 2 avril 1982, le Chilien C. Ruz Viera
 26 février 1983, le Nord-Américain J. Sullivan
 16 mars 1984, le Nord-Américain J. Hoagland

L'assassinat de journalistes met en évidence le mépris du régime salvadorien pour la liberté de la presse et confirme les constantes violations aux droits de l'homme dans ce pays.

QU'Y A-T-IL DERRIERE LA REUNION HONDURAS-CONTRAS ?

par William Robinson, correspondant ANN à Washington

Washington, 15 mars (ANN). Une insolite réunion entre fonctionnaires honduriens et chefs de la Contra a eu lieu lundi dernier à Washington. On peut déjà en tirer quelques conclusions qui soulignent la difficulté du chemin vers la paix en Amérique centrale.

Tout d'abord, l'Administration Bush, surprise par la dynamique du processus de paix qui la laisse loin derrière les Centraméricains, prépare à la hâte une stratégie qui lui ménagerait quelque initiative et quelque possibilité d'influer sur les événements.

Ensuite le gouvernement Bush s'entête à retarder, sinon éviter le démantèlement définitif de la Contra et la mise en oeuvre des mécanismes de vérification. Cet axe de sa stratégie justifie les pressions qu'il exerce sur le Honduras.

En troisième lieu le gouvernement hondurien cherche désespérément à se débarrasser du problème de la Contra. Mais en même temps, il craint d'agir contre la volonté des Etats-Unis et veut éviter à tout prix un accrochage politico-diplomatique avec l'Administration Bush. Pour cela il ne peut montrer une trop grande susceptibilité face aux pressions étatsuniennes.

En dernier lieu, du succès de l'actuelle étape du processus de paix, la plus cruciale, dépendra dans une large mesure la volonté des Centraméricains - et plus particuliè-

rement des Honduriens - de respecter l'accord qu'ils ont passé en dehors du contrôle des Etats-Unis. Dans ce sens, l'unité et la volonté de souveraineté des Centraméricains, la manifestation de leur attachement aux engagements pris sur le chemin de la paix auront une grande influence sur la position finale qu'adopteront les Etats-Unis.

Quant à la rencontre Honduras-contras, après s'être réunie pendant deux heures et demie à huis-clos avec différents chefs de la contras dans un hôtel de Washington, la délégation hondurienne a émis un bref communiqué précisant l'objectif de cette rencontre provoquée par le Honduras. Son but était "d'écouter les points de vue de la Résistance quant à l'application des accords...Il est nécessaire que toutes les parties intéressées participent au dialogue sur démocratisation et la réintégration de la Résistance dans société nicaraguayenne. Nous espérons que ce nouveau pas va encourager les autres parties concernées à développer des actions similaires".

Hormis le fait que les accords ne stipulent aucun dialogue avec la Contra (pour discuter de son propre démantèlement), pourquoi Tegucigalpa où tous ont leur siège ? La délégation hondurienne était composée de l'Ambassadeur à Washington, J.R. Alcerro, de deux lieutenants-colonels de l'armée et elle était menée par R. Flores, chef de cabinet du ministère des Affaires extérieures. Celui-ci a expliqué ouvertement que "la réunion se tient à Washington parce que c'est là que se prendront beaucoup de décisions qui touchent à l'Amérique centrale. De plus c'est une possibilité pour le Honduras d'avoir un plus large accès à la communauté internationale, à la presse et aux organismes internationaux.

Ces fameuses "décisions qui se prendront à Washington" ont à voir avec les préoccupations actuelles de l'Administration Bush, en particulier l'aide "humanitaire" à la Contra qui sera en débat au Congrès en avril prochain. La position du gouvernement des Etats-Unis se profile derrière le projet dévoilé par le secrétaire d'Etat J. Baker. Elle consisterait à financer la "Résistance" pendant un an afin de la maintenir en l'Etat, mais sans reprise des agressions militaires au même niveau qu'avant, afin d'exercer une pression sur le Nicaragua pour qu'il se "démocratise".

De toute évidence ce projet serait une violation ouverte et un sabotage des accords de San Salvador, qui stipulent le démantèlement de la Contra d'ici le 16 mai. Le plan des Etats-Unis exige la docilité des Honduriens, qui depuis quelques temps ne le voient pas d'un bon oeil, sans le dire publiquement de peur "d'offenser" le gouvernement étatsuniens.

Les fébriles consultations entreprises par les diplomates étatsuniens ces derniers jours ne sont pas pour surprendre. La délégation hondurienne, quelques heures avant de rencontrer la Contra, s'est réunie avec les principaux

fonctionnaires du département d'Etat chargés de l'Amérique centrale, et il a été fait "référence de manière indubitable à l'importance du rôle du Honduras" selon les mots de R. Flores.

Dans le même temps, le gouvernement des Etats-Unis a dépêché à Tegucigalpa le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, R. Kimmitt, pour y rencontrer le gouvernement hondurien, à peine trois jours après le passage de l'ambassadeur itinérant en Amérique centrale, M. Busby. Selon le "New York Times" R. Kimmitt a insisté auprès du président Azcona pour que celui-ci accepte la présence des contras un an de plus.

La susceptibilité des Honduriens face aux pressions s'est manifestée à travers les déclarations faites à Washington par l'ambassadeur R. Alcerro, à la suite de la réunion avec la Contra: il a fait savoir qu'il n'y avait pas de date limite à la présence des contras sur le territoire hondurien, que "Tegucigalpa ne les obligera pas à sortir", c'est-à-dire que les contras auraient un droit de veto sur la décision prise de leur démantèlement.

La réunion Honduras-Contra avait pour objectif sous-jacent d'adresser un message, ou plutôt une "supplique", aux Etats-Unis: qu'ils permettent au Honduras d'agir indépendamment et de se débarrasser de la Contra. Il faut se rappeler que cette façon pour le Honduras de faire pression sur les Etats-Unis à travers de semblables manœuvres publicitaires n'est pas nouvelle: en novembre 87 devant l'OEA et ensuite en septembre 88 devant l'Assemblée des Nations-Unies, le ministre des Affaires extérieures, C. López, avait fait de fracassantes déclarations sur le désarmement de la Contra et sa réinstallation. Dans les deux cas, les Honduriens ne s'étaient pas gênés pour revenir en arrière et négocier, mais les Etats-Unis avaient compris le message.

Telles sont les limites qu'imposent la dépendance, et les Honduriens l'expriment avec raison: "Le plan de paix doit recevoir l'appui des Etats-Unis pour aboutir". Ce consentement des Etats-Unis au démantèlement de la Contra, instrument privilégié de leur politique en Amérique centrale, ne devrait pas être une requête mais une exigence basée sur les accords passés à San Salvador et une affirmation de souveraineté nationale.

QU'AU MOINS LEUR LIBERATION SERVE A LA PAIX !

par Raquel Fernandez

Managua, 17 mars (ANN). Sous un soleil tropical les files se sont allongées ce matin sur l'esplanade : 1645 ex-gardes somozistes ont reçu aujourd'hui leur certificat de mise en liberté, avec pour la plupart une remise de peine de 20 ans.

Parmi ceux qui ne se trouvaient pas là ce vendredi et qui font partie des 1894 libérés, certains étaient en permission chez eux pour la Semaine sainte, a expliqué Marcos Arevalo, directeur du pénitencier de Tipitapa (situé à quinze kilomètres de Managua). "D'autres simplement vivent déjà dans leurs familles depuis plusieurs années, selon une modalité du système pénitentiaire dit de "régime familial": le condamné vit chez lui, avec obligation de se présenter régulièrement devant les autorités".

Mais tous ceux qui étaient là, et les autres qui pour des raisons diverses n'assistaient pas à l'acte de remise en liberté, ont le certificat à leur disposition: "ils peuvent passer le chercher quand ils le souhaitent", a ajouté M. Arevalo.

Pour 1894 foyers nicaraguayens, le 17 mars a été un jour de fête. Près des files de prisonniers libérés, des milliers de parents attendaient. Parmi eux, beaucoup de femmes enceintes accompagnées d'enfants en bas âge: les épouses des gardes condamnés depuis 10 ans pour leurs crimes contre le peuple. Il faut préciser que les détenus bénéficient d'un droit de visite à leurs compagnes. L'une d'elles, tout en attendant la sortie de son mari, essaie de calmer son enfant âgé de trois mois. Pour cette famille s'ouvre un avenir plein d'espoir: pendant son séjour en prison, l'ancien garde de Somoza a pu suivre une formation d'électricien, spécialité très demandée au Nicaragua. Il est décidé à travailler. Pendant ce temps une femme, pentecôtiste, rend grâce à Jehova pour la libération de son fils qui, condamné à trente ans de prison, sortira sans en avoir accompli dix.

Sur une estrade au bout de l'esplanade, le président Ortega accompagné d'autres autorités préside la cérémonie de libération. Pendant qu'est lue la liste des noms, les détenus passent prendre leur certificat de libération. En plus de la liberté, ils recouvrent tous leurs droits civiques. Ainsi, ils pourront voter aux prochaines élections de 1990.

Après lecture du dernier nom, la cérémonie s'achève. Les autorités nicaraguayennes et étrangères se retirent et les récents libérés retrouvent leur famille. Des bus mis à leur disposition par la Croix Rouge les attendent pour les conduire chez eux, en différents endroits du pays.

C'est un repas de fête qui attend chez lui *O. Rivas*, un des prisonniers libérés. Il souhaite trouver un travail dans une de ses deux qualifications: chauffeur ou menuisier. Il a appris ce deuxième métier en prison. Le cas de

B. Oviedo est particulièrement intéressant : pendant ses années de reclusion durant lesquelles il a appris le métier de mécanicien, sa fille travaillait au ministère de l'intérieur comme responsable du système pénitenciaire. Il est le père d'une autre fille âgée d'un an et demi. Pour *J. Orozco*, les choses ne se présentent pas aussi bien. Condamné à trente ans et considérant sa vie comme finie, il a refusé de s'intégrer au travail en prison et d'apprendre un métier, "parce que les salaires ici sont trop bas". Aujourd'hui qu'il se retrouve libre, il n'a aucune formation.

Il y a toujours des mécontents, même quand il s'agit de retrouver la liberté. *C. Loaisiga*, qui a appris le métier d'horticulteur, n'est pas content car pour assister aux fêtes données pour sa propre libération, il lui a fallu se coucher plus tard et se lever plus tôt que d'habitude pendant quelques jours...

200 détenus environ, peu pressés de retrouver la liberté, ont décidé de rester et travailler comme personnel civil dans le système pénitenciaire. Le sous-commandant Arevalo s'interroge: "A partir de maintenant, nous devons leur payer un salaire plein correspondant à leur emploi. Nous allons voir comment faire".

Plusieurs correspondants de presse européens qui couvraient l'événement ont manifesté leur surprise: "Chez nous, presque 50 ans après la fin du conflit, on continue à pourchasser les criminels de guerre. Ici, ils sont libérés après 10 ans..." Sur le chemin du retour, de Tipitapa vers Managua, les journalistes ont pu observer, comme toile de fond d'un paysage bucolique digne d'une peinture primitiviste, la masse majestueuse du volcan Santiago, qui menace depuis plusieurs semaines d'entrer en éruption, lançant vers le ciel un coléreux nuage de fumée.

LA CONCERTATION EN ACTION CHEZ LES ELEVEURS

par Ricardo Pino Robles

Managua, 14 mars (ANN). La foire aux bestiaux que s'est déroulée du 9 au 12 mars à Camoapa, localité du centre du Nicaragua, constitue un exemple de concertation entre l'Etat, les producteurs et les travailleurs agricoles. Le comité organisateur de la foire était composé de représentants de ces trois groupes qui ont discuté des moyens de relancer cette activité qui a connu un grand dynamisme dans les années 70.

Ainsi que l'a expliqué le ministre de l'agriculture, Jaime Wheelock, le cheptel a souffert d'une grave détérioration de 1977 à 1979 : abbatage excessif de têtes de bétail pour

un profit immédiat en dollars, contrebande frontalière et consommation exagérée de viande de boeuf ont entraîné cette dégradation. Le gouvernement sandiniste a donc hérité en 79 d'une situation récessive, avec un secteur privé d'investissements depuis des années et qui pour finir, a souffert des effets de la guerre.

Selon l'analyse qu'en fait J. Wheelock, "la politique de bas prix à la vente pratiquée au début des années 80 a stimulé excessivement la consommation de viande et a nuí aux exportations. Cette même politique a également été préjudiciable et a d'une certaine façon désorganisé la production laitière".

Mais le ministre de l'agriculture a souligné néanmoins que, au cours de cette même période, on a cherché des moyens d'aider l'élevage avec par exemple des plans d'amélioration de la race et d'accroissement de la production laitière. "En 1986 nous avons appliqué systématiquement un programme de protection de notre cheptel et de réhabilitation de l'élevage, ceci au milieu des plus grandes difficultés. Nous étions en pleine guerre et sans ressources extérieures significatives pour appuyer ce programme. Pourtant, grâce à la loi sur la protection du cheptel et à une meilleure politique des prix pour la viande et le lait, nous sommes parvenues à stopper le processus de dégradation des années précédentes".

J. Wheelock fonde ses appréciations sur certains chiffres:

"L'abatage clandestin de bétail qui avait atteint un niveau allarmant, allant jusqu'à 25 % de l'abatage total, s'est réduit à 6 ou 7 % ; les exportations de viande de boeuf, tombées à 2497 tonnes en 1986, commencent à remonter : nous avons exporté 6'810 tonnes en 1987, 10'215 en 1988 et cette année avec une plus grande capacité d'abatage industriel, nous pensons atteindre les 11'806 tonnes.

Cette année, la commission nationale pour l'élevage va pouvoir développer ses activités, maintenant qu'elle a réussi à intégrer les divers secteurs intéressés et les différentes formes de propriété. "Leurs discussions ont mené à des décisions en matière de politique économique et sont d'une grande aide pour le gouvernement," a indiqué le ministre. Il a insisté sur la politique des prix à la production : "Il y a six mois, un éleveur nicaraguayen recevait l'équivalent de 40 dollars pour un jeune taureau, aujourd'hui, il en reçoit à peu près 270. De même, les prix du lait à la production se sont ajustés au niveau des prix centraméricains".

De plus, une nouvelle politique de prêts destinée à stimuler les investissements des éleveurs pour l'amélioration de leur exploitation est menée depuis le 1er mars. Cette aide, destinée plus spécialement à l'élevage des veaux et à la reproduction, comporte des facilités de remboursement, avec des périodes de moratoires adaptées aux nécessités des éleveurs. Les prêts sont accordés

avec un faible intérêt, moins de 10 % pour les prêts à court terme, et cela bien que cette politique de financement ne bénéficie d'aucun appui extérieur.

J. Wheelock a souligné pour finir que la foire "Hatofer 89", préparant la foire-exposition qui aura lieu fin mars au Costa-Rica pour toute l'Amérique centrale est un reflet de l'effort du pays dans ce domaine. Il a appelé tous les éleveurs à le poursuivre dans la concertation "afin que ce secteur devienne un des points forts de la relance économique du Nicaragua, que nous espérons tous".

L'OPERATION PHENIX, UNE NOUVELLE CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE

par Veronica Pfranger et Sergio Ferrari

Managua, 20 mars (ANN) Le samedi 17 mars, le gouvernement nicaraguayen a lancé un appel aux organisations non gouvernementales (ONG), aux comités de solidarité et aux villes jumelées leur demandant de soutenir une nouvelle campagne de solidarité dont l'objectif est de rassembler des fonds et des moyens pour appuyer l'effort national face à la crise économique.

Cette campagne appelée "Opération Phénix", fait suite à celle qui se déroule depuis deux ans et qui s'intitulait "Le Nicaragua doit survivre". "L'opération Phénix est un appel lancé par le Nicaragua à tous les peuples et organismes du monde pour qu'ils l'aident à renaître des cendres de la guerre et à se construire un chemin de paix et de développement" signale le document de présentation.

C'est le commandant Henry Ruiz, ministre de la coopération, qui a présenté les lignes et les objectifs de la proposition aux représentants d'une centaine d'ONG européennes et étatsuniennes qui travaillent au Nicaragua dans différents projets, principalement dans la santé, l'éducation, le secteur social et l'agriculture.

Le ministre a expliqué que, s'il est vrai que le pays peut compter sur des "ressources assurées" qui viennent ou vont venir de l'étranger, celles-ci ne correspondent pas toujours aux axes du plan économique de 1989, qui, destiné à freiner l'inflation et stimuler les exportations a rendu prioritaires des projets à court terme et l'aide à la petite et moyenne industrie.

Le document de base affirme que "pour sauver l'économie nationale, le gouvernement et le peuple nicaraguayens ont lancé un plan de redressement rigoureux et même dramatique sans autre appui financier que leurs propres forces (...), plan qui requiert 250 millions de devises liquides pour l'année en cours".

C'est pourquoi ils appellent la communauté internationale à soutenir leurs efforts. Lors de sa rencontre avec les ONG, Henry Ruiz est revenu sur les différents facteurs qui ont déformé l'économie dans le passé: "Le séisme de 1972, la guerre de libération, la guerre de ces huit dernières années - dont les pertes s'élèvent à plus de 12 milliards de dollars - et dernièrement l'ouragan". Il a reconnu que trois mois après avoir mis en application le plan de redressement, le Nicaragua n'a pas trouvé de nouveaux fonds.

Les subventions obtenues par l'opération Phénix seront utilisées dans différents domaines selon les autorités nicaraguayennes. Elles iront entre autres soutenir des programmes d'éducation et de santé qui sont restés en mal de budget, appuyer la petite et moyenne production agricole et industrielle et assurer l'approvisionnement de la population. Cette opération inclut également l'appui à des projets de réparation de machines et outils, la collaboration technique surtout en ce qui concerne la maintenance de l'outillage et son usage ainsi que le soutien de programmes permettant aux rapatriés et déplacés de s'intégrer aux activités productives.

Dans le cadre de cette nouvelle "offensive" internationale, le ministère de la coopération a informé de la tenue prochaine d'une "conférence des donateurs" qui soutiennent le Nicaragua. Elle devrait avoir lieu dans les premiers jours de mai à Stockholm avec le soutien de la Suède. Cette rencontre, de même que l'opération "Phénix", a pour but de promouvoir un appui rapide de la communauté internationale aux priorités économiques définies actuellement par le gouvernement nicaraguayen.

"Le Nicaragua renaît, donnons-lui un coup de main", tel est le slogan de l'opération "Phénix", du nom de l'oiseau mythologique qui renaît constamment de ses propres cendres. Son logo sera le dessin de cet oiseau porté par des mains de différentes couleurs, symbolisant l'avenir du Nicaragua : fort de l'appui venant du monde entier et de ses propres efforts, le pays "renâtra et volera en liberté" ainsi que l'exprime le document de lancement de cette initiative.

EN BREF :

SAUVER LE LAC DE TISCAPA

Managua, 16 mars (ANN). Un plan de sauvetage écologique du lac volcanique de Tiscapa, situé en pleine capitale et menacé de pollution vient d'être présenté. Le projet prévoit principalement la déviation d'un canal de drainage des eaux pluviales qui en réalité collecte aussi les eaux usées et toutes sortes de sédiments qu'il déverse dans le lac.

L'Association des biologistes et écologistes souligne que l'eau accumulée dans le cratère d'un ancien volcan stagne et ne se renouvelle pas. C'est pourquoi la contamination menace les espèces aquatiques qui y vivent de même que les habitants de Managua. Le reboisement des abords est également nécessaire.

Sauver le lac de Tiscapa revêt une grande importance car il peut dans le futur constituer une réserve d'eau potable pour la capitale.

Le projet a été présenté par l'Association des biologistes et des écologistes, la Mairie de Managua, la Direction des ressources naturelles et le Centre de recherches des ressources aquatiques. Compte tenu de son coût élevé, une commission pour la qualité de la vie à Managua a été créée dans le but de trouver des financements afin de résoudre les problèmes d'environnement de la capitale, principalement celui du lac de Tiscapa. Des organisations non gouvernementales ont été sollicitées ainsi que les villes jumelées avec Managua.

DESMOND TUTU EN VISITE AU NICARAGUA

Managua, 17 mars (ANN). Desmond Tutu, archevêque sud-africain et prix Nobel de la paix, connu du monde entier pour sa lutte infatigable contre le régime raciste de l'Apartheid, est arrivé mercredi dernier à Managua pour une visite de quatre jours dans le pays.

Il s'est déclaré "très ému" par ce premier contact avec l'Amérique centrale et a entrepris un programme de rencontres avec divers secteurs de la société nicaraguayenne, accompagné d'une vingtaine de représentants ecclésiastiques dont l'évêque E. Browning, primat de l'Eglise épiscopale des Etats-Unis.

L'archevêque s'est entretenu avec des membres de la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme du Nicaragua et a pris connaissance du plan de remise en liberté des ex-gardes somozistes, accompagné de Daniel Ortega et Sergio Ramírez, il a rencontré des religieux des communautés chrétiennes de base et des citoyens des Etats-Unis. A cette occasion, il a exprimé son admiration pour ce type de rencontres "Face au peuple" au cours desquelles un secteur de la société peut faire part directement aux dirigeants de l'Etat de ses interrogations et de ses préoccupations.

Il a eu également un contact avec des membres du Comité évangélique pour l'aide au développement (CEPAD), avec la fondation "Service pour la paix et la justice" (SERPAJ), ainsi qu'avec le cardinal Obando y Bravo et les directeurs des principaux quotidiens nicaraguayens. D. Tutu s'est rendu ensuite durant deux jours dans les principales villes de la Côte atlantique où sont regroupés la majorité des protestants du pays, estimés à 4 % de la population totale.

L'archevêque de Johannesburg a salué "l'esprit d'égalité qui règne au Nicaragua". A l'image de ce qui se passe ici, "une fois que le peuple a décidé de se libérer, rien ni personne ne peut l'en empêcher" a-t-il conclu.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

